

Le "rapport Stiglitz" : un diagnostic lucide, une méthode discutable, et des propositions qui ne sont pas à la hauteur des enjeux

Note du forum FAIR sur le rapport provisoire de la Commission Stiglitz

La Commission Stiglitz¹, mandatée en 2008 par le Président de la République pour réfléchir aux limites des instruments actuels de mesure des performances économiques et sociales vient de déposer sur son site un rapport provisoire en anglais à propos duquel elle attend des « réactions ».

Le collectif FAIR (Forum pour d'autres indicateurs de richesse) s'est constitué au lendemain de la mise en place de cette Commission pour s'assurer que les travaux existants sur ces questions seraient bien pris en compte, et que la société civile serait largement associée aux réflexions. Il propose ici ses réactions sur ce rapport provisoire.

Nous nous réjouissons que la Commission reconnaisse officiellement les limites du Produit intérieur brut (PIB) comme indicateur de performance économique et de progrès social, et que son président, Joseph Stiglitz, ait indiqué publiquement que les instruments de mesure actuels nous avaient rendus presque aveugles, alors que les crises s'approfondissaient.

Nous appartenons à ces collectifs citoyens et ces réseaux de chercheurs qui dénoncent depuis des années le danger que représentent les indicateurs dominants, qui ne nous envoient pas les signaux permettant d'agir et de prévenir à temps les crises, et ne nous disent rien des inégalités, de la pression environnementale, ni des biens communs, ni, en somme, du bien-être pour tous, dans un environnement préservé et partagé. Nous soulignons donc d'abord qu'une étape très importante vient d'être franchie (1).

En revanche, la méthode employée par la Commission, tant pour l'établissement du rapport que pour la communication qui en est faite, nous semble critiquable. En effet, la recherche d'indicateurs complémentaires ou alternatifs au PIB aurait dû constituer une formidable occasion de dialogue avec la société civile. Or, la Commission a travaillé en "chambre" (2), produisant des propositions non débattues qui présentent non seulement des insuffisances, mais aussi, à nos yeux, des risques majeurs (3).

Notre réaction vise à amender tant le fond que la forme du rapport et à présenter des pistes de travail que nous voudrions voir ouvertes dans le rapport final (4).

¹ Du nom de son Président Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie 2001.

1. Un rapport dont nous partageons largement les constats et qui marque un tournant historique

Sur le fond, nous saluons l'avancée réalisée sur le plan du diagnostic. Le rapport de la Commission reconnaît officiellement, non seulement les limites du Produit intérieur brut, mais également les risques que fait courir son usage inconsidéré pour piloter les sociétés. Pour nous, qui dénonçons depuis la fin des années 1990 les dangers d'un tel mésusage (Méda, 1999 ; Perret, 2002 ; Viveret, 2002 ; Gadrey et Jany-Catrice, 2005...²), pour les collectifs associatifs et les acteurs des territoires qui en avaient également fait le constat, et qui tous se sont heurtés à l'indifférence des autorités statistiques, économiques et politiques, il s'agit d'un moment important que nous souhaitons saluer.

Le premier chapitre du rapport s'attache en effet à décrire ce qu'est exactement le PIB, ses insuffisances et ses tentatives d'amélioration existantes dans le cadre d'une comptabilité nationale élargie (en unités monétaires). Il reconnaît officiellement les limites de cet agrégat : « *Le PIB est la mesure de l'activité économique la plus utilisée, c'est uniquement une mesure de la production marchande et monétaire, même s'il a été souvent utilisé comme mesure du bien-être économique. Procéder ainsi conduit évidemment à des erreurs et à de mauvaises décisions politiques* ». Ce chapitre revient notamment sur les trois principales limites du PIB que nous avons soulignées : le PIB ne prend en considération que certaines activités ; il n'est pas affecté par les inégalités de participation à la production ou à la consommation ; il ne prend pas en considération les dommages infligés à la société et à l'environnement par les dérives productivistes et les dérégulations. Il n'a donc pas permis de nous alerter sur le fait que nous avons dépassé les limites de l'usage de certains biens vitaux, et que les personnes les plus démunies en payent le prix fort.

Que la Commission Stiglitz fasse sien ce constat constitue une avancée majeure.

Le rapport propose de remplacer la notion de production par celle de revenu national net (voir l'annexe), envisage la possibilité d'intégrer la valeur du travail domestique et du loisir, et de recourir à des indicateurs permettant de mieux prendre en considération les inégalités. Nous partageons les propositions destinées à mettre l'accent sur les inégalités. Mais il nous semble que la monétarisation des activités domestiques ne peut être traitée comme une question purement économique. Elle doit être discutée en fonction de ses avantages et de ses inconvénients pour l'action publique, au même titre que d'autres éventualités de monétarisation. Elle doit l'être aussi au regard de ses possibles effets sur l'emploi féminin et le partage des tâches domestiques et familiales. C'est pourquoi, l'accent mis dans le rapport sur des enquêtes de budget temps améliorées et plus fréquentes mérite d'être souligné.

2. Remise en cause de la méthode

Des personnalités renommées ont porté ce rapport qui ponctue une année de réflexions et d'analyse.

Notre déception autour de la méthode est à la mesure de leur prestige, de l'importance des travaux qu'elles ont menés pour promouvoir une autre société et un autre usage de l'économie, et des espoirs que nous avons placés dans leur volonté d'ouverture du débat. Amartya Sen n'affirmait-il pas : « *le rôle des indicateurs est d'aider à porter ces débats dans l'arène publique. Ce sont des outils pour la décision démocratique* » (*Le Monde*, mardi 9 juin

² Et aussi Harribey, 2004 ; Cassiers et Delain, 2007 ; Boutaud et Gondran, 2009...

2009) ? « *C'est ce pour quoi la démocratie est faite* » ajoutait-il. « *Pour discuter du monde que nous voulons* ».

Pourtant, de débat public sur « le monde que nous voulons », il n'en a été question ni au sein, ni autour de cette Commission. Ou à peine. Aucune consultation publique n'a été véritablement engagée avec la société civile organisée. Pendant les 12 mois de travaux, deux délégations de FAIR ont été reçues, à notre demande, pour de rapides prises de contact. Aucun des partenaires de la société civile organisée n'a été associé. Aucune audition n'a été prévue. Le fait d'organiser la consultation du grand public dans des délais très courts, à partir d'un document technique et rédigé exclusivement en anglais, constitue un obstacle majeur à l'appropriation par la société civile des termes du débat. Cela est profondément regrettable, et ne reflète pas une véritable volonté de dialogue.

Nous mettons aussi en question l'équivalence implicite qui est établie entre la mise en ligne d'un document (le rapport est disponible sur le site de la Commission) et une consultation publique. A quel idéal de la délibération collective se réfèrent les membres de la Commission en faisant ce choix ? Et comment tiendront-ils compte des propositions qui seront (peut-être) suggérées par quelques poignées de citoyens, sans débat préalable et simplement déposées, sans dialogue, sans échange, sans tentative de co-construction d'une opinion publique éclairée ?

3. Une remise en cause des principales propositions

Le rapport émet de nombreuses propositions, dont les plus développées (chapitres 1 et 3) sont caractérisées par leur économisme. Cette orientation renvoie à la composition de la Commission – pour l'essentiel des économistes - mais contraste avec l'ambition initiale du projet : quel progrès social ? Quel bien être, et pour qui ? Quelle qualité de vie ? Dans le rapport, les principaux enjeux planétaires sont rapportés à des « consommations intermédiaires », des « investissements », des « dépenses », du « capital brut » ou « net », de la « dépréciation », de « l'épargne »... autant de catégories qui parlent, pour l'essentiel, aux économistes. Or, c'est aussi cet économisme qui nous a rendus aveugles.

Un autre problème de fond concerne la définition même du développement durable (chapitre 3), dissocié de la qualité de vie et de la qualité des sociétés, et déconnecté notamment des questions d'inégalités et de pauvreté, des enjeux de la démocratie, ou encore de la diversité sociale et de la diversité culturelle qui fondent pourtant la richesse et la spécificité de l'humanité.

Ici ou là, quelques propositions autour de choix relevant de la philosophie sont évoquées (chapitre 2 sur la qualité de vie) mais restent non résolues : comment les arbitrages vont-ils être faits ? Qui va prendre en charge ces questions relevant des "valeurs" ?

Les conditions sociales de la production de ce rapport conduisent inévitablement à une juxtaposition de visions théoriques liées à des "écoles", sans mise en commun sur la base d'un débat collectif sur ces questions. Tout ceci produit des incohérences, qui ne sont pas simplement le résultat d'appartenances théoriques différentes. Elles sont aussi liées à l'opacité des méthodes de travail.

Illustrons ceci par deux exemples. D'une part, en promouvant les « mesures du bonheur », il n'est pas suffisamment rappelé que celles-ci ont, jusque-là, toujours été développées dans le cadre de travaux utilitaristes, fondés sur l'individualisme des "agents" (les personnes). Dans

ces conceptions, la notion de "bien commun" est évacuée au profit d'un "bien être individuel ressenti" que chacun chercherait à maximiser. Qui dira, qui rappellera que nous vivons pourtant un temps où les actions des uns ont des impacts nets sur les autres, au Sud comme au Nord et pour les générations futures ? Que face aux menaces qui planent sur nos sociétés (pollutions majeures, décohésion sociale, changement climatique...) nous sommes tous dans le même bateau ? Que les droits fondamentaux de certains sont bafoués par les comportements des autres ? Nous sommes des sociétés, pas des agrégations d'individus qui se côtoient. Nous avons des intérêts collectifs, un destin partagé, des biens communs. Nous affirmons avec force que les intérêts collectifs sont des dimensions que seule la société, dans sa pluralité, peut porter.

Autre illustration, la « monétarisation ». Elle est à la fois présentée comme un processus de valorisation qui pose de vrais problèmes (§37. Critique du PIB) et quelques pages plus loin, la proposition est faite de s'engager dans la voie d'une mesure monétaire synthétique (l'épargne nette ajoutée ou ENA) visant à tout monétariser : économique, environnement, niveau d'éducation...

L'épargne nette ajoutée (ENA) : un indicateur à bannir des futurs repères-clefs

Dans ce rapport, des indicateurs physiques d'alerte, à nos yeux prioritaires, sur la pression exercée sur l'environnement, dont l'« empreinte écologique », créée à l'initiative de l'organisation non gouvernementale WWF³, sont examinés et parfois recommandés (essentiellement les bilans carbone). Mais la préférence et les développements conséquents vont à l'ENA (épargne nette ajustée), un indicateur monétaire créé par la Banque mondiale, et qui entre classiquement dans la « manière de compter » de certains économistes. On y fait la somme de trois grandeurs : les variations du capital économique issu de la production, le « capital humain » évalué par les dépenses d'éducation, et une estimation monétaire acrobatique des variations du capital naturel et des dommages écologiques (limités aux seuls dommages climatiques). Si cette somme est positive d'une année sur l'autre, le pays est supposé suivre une trajectoire de développement durable.

L'ENA, au demeurant à l'état de vague projet de recherche, est un indicateur à bannir comme futur repère-clef. D'une part, il est incompréhensible par des non-spécialistes et donc inutilisable pour guider démocratiquement l'action publique ou privée. D'autre part, il repose sur une hypothèse inacceptable selon laquelle les trois formes de capital sont interchangeables ou "substituables" : en résumé, ce n'est pas grave si l'on porte gravement atteinte à l'environnement pourvu que les deux autres composantes « compensent ». Les auteurs le savent bien, mais se bornent à annoncer des recherches à venir pour lever cette "imperfection".

Par ailleurs, en évacuant les dimensions sociales et démocratiques du progrès, les inégalités et la pauvreté, il tourne le dos à la notion de développement durable que les auteurs prétendent pourtant refléter. Est donc exclue de la conception du développement qui fonde cet indicateur, toute idée de "patrimoine social" que l'on pourrait envisager sous l'angle des solidarités, de la cohésion sociale, du lien, de la réduction des inégalités. Ce patrimoine social ne fait-il pourtant pas partie de notre héritage collectif ? N'est-il pas un "capital" précieux pour les générations futures ?

³ World Wide Fund for Nature

De telles évaluations monétaires sont en réalité bien plus "arbitraires" que nombre d'indicateurs synthétiques non monétaires assez mal vus par la Commission. De fait, pour monétariser les variables environnementales, les auteurs s'appuient avant tout sur des scénarios à long terme, fondés sur des indicateurs physiques. Pour les citoyens et pour l'action publique, cette méthode n'apporte rien de plus que ce qu'offrent des indicateurs physiques bien plus transparents. Elle présente même l'inconvénient de préserver le monopole des économistes sur l'expertise.

En somme, au lieu d'ouvrir les fenêtres, pour faire entrer le débat et le dialogue autour de la question de la richesse et plus généralement « du monde que nous voulons », les économistes de la Commission sont souvent restés prisonniers de leurs cadres, et ont manqué d'audace. L'audace de la créativité et de la rupture, l'audace du dialogue et de la réflexion plus large, philosophique, anthropologique, l'audace du collectif. Ce sont donc autant de fenêtres qui se sont refermées une à une.

4. Que faire maintenant ?

Derrière l'ensemble des choix de la Commission, on trouve des valeurs plus ou moins assumées. Il est urgent que les indicateurs à venir soient le reflet des valeurs que souhaite porter la société, plutôt que celles d'une poignée d'experts.

Tout ce que nous avons évoqué dans cette note relève d'abord d'enjeux essentiels que la société doit se réapproprier. Il est indispensable et urgent, autour de tels enjeux relevant « du monde que nous voulons » pour reprendre les termes d'A. Sen, que les citoyens soient invités de façon constructive et ambitieuse à délibérer, du local à l'international, sur ces questions d'intérêt général.

C'est au prix de cette réappropriation et de ces délibérations, portées prioritairement par les citoyens, les syndicats, les associations, les instances consultatives existantes au niveau international et à celui des nations (en France, par exemple, le CNIS⁴, le CESE⁵, auteur d'un récent et stimulant rapport sur les indicateurs de développement durable) et dans les territoires (en France, les CES(E)R⁶, les Conseils de développement durable, ...), les élus et divers regroupements, que les conditions sociales de l'émergence d'une nouvelle vision d'avenir et de ses grands repères seront réunies. Il nous faut très vite un débat sur des innovations institutionnelles associées aux nouveaux comptes.

Pour cela, nous devons promouvoir de nouvelles modalités de co-construction des décisions, un nouveau rapport à l'expertise, intégrant l'expérience vécue de tous les membres de la société.

⁴ Conseil national de l'information statistique

⁵ Conseil économique, social et environnemental

⁶ Conseils économiques, sociaux (et environnementaux) régionaux

Nous appelons l'ensemble des citoyens à réagir au pré-rapport qui est sur le site de la Commission Stiglitz, et à relayer, s'ils le souhaitent et s'ils les partagent, les 7 points suivants.

Nous sommes nombreux à penser que :

- 1. Il est urgent de redéfinir le progrès des sociétés et sa mesure, notamment pour mettre l'économie au service de finalités sociales et écologiques liées.*
- 2. La Commission pose à cet égard des questions majeures et fournit une critique bien argumentée des outils actuels.*
- 3. Elle manque cependant d'audace dans la manière d'y répondre, faute d'assumer pleinement les remises en cause qui figurent dans ses propres questions (en privilégiant souvent l'évaluation du progrès sociétal par des équivalences monétaires).*
- 4. Les indicateurs à venir devront refléter les valeurs essentielles que nos sociétés entendent défendre, nous alerter sur les risques les plus graves et être lisibles par tous.*
- 5. La constitution de ces indicateurs requiert dès lors un débat démocratique ambitieux, au niveau des Etats et dans les territoires.*
- 6. La consultation proposée par la Commission ne répond pas bien à cette exigence : un rapport disponible exclusivement en anglais, un langage réservé aux spécialistes et un délai de réaction très court ne permettront pas le débat mérité.*
- 7. Les citoyens, les syndicats, les associations et divers groupements se sentent concernés par ces questions et disposent, du local à l'international, de ressources qu'il est important de reconnaître pour élaborer une réponse crédible et légitime sur laquelle fonder notre avenir commun.*

ANNEXE

Que trouve-t-on dans le rapport de la commission ?

Le document de la commission accessible en ligne n'est pas d'une lecture facile, d'abord parce qu'il est rédigé en anglais (la traduction ne viendra que plus tard), ensuite parce qu'il est souvent très technique. Il nous semble donc utile d'en faire un résumé « pour tous », assorti de quelques commentaires.

Premier chapitre

Le premier chapitre est celui du sous-groupe « questions classiques sur le PIB ». C'est sans doute lui qui est le plus proche de la commande initiale de Nicolas Sarkozy, lorsqu'il évoquait « *les Français qui n'en peuvent plus de l'écart grandissant entre des statistiques qui affichent un progrès continu, et les difficultés croissantes qu'ils éprouvent dans leur vie quotidienne.* »

Ce texte s'attache à décrire ce qu'est exactement le PIB, ses insuffisances et les tentatives d'amélioration existantes en restant dans le cadre d'une comptabilité nationale élargie (en unités monétaires).

« Le PIB est la mesure de l'activité économique la plus utilisée, c'est uniquement une mesure de la production marchande et monétaire, même s'il a été souvent utilisé comme mesure du bien-être économique. Procéder ainsi conduit évidemment à des erreurs et à de mauvaises décisions politiques » indique d'emblée le rapport, en expliquant ensuite pourquoi.

Des prix souvent inadéquats

Le PIB saisit tous les biens finaux qu'ils soient consommés par les ménages, les entreprises ou les gouvernements. Les évaluer à l'aide de leurs prix devrait sembler une bonne manière de capturer combien la société est riche à un moment. Mais les prix n'existent pas pour certains biens et services (par exemple si le gouvernement fournit une assurance santé gratuite ou si les ménages donnent des soins à leurs enfants). Par ailleurs même quand il y a des prix de marché ils peuvent être différents de l'évaluation par la société. Quand les actes de consommation ou de production affectent la société comme un tout, le prix que les individus payent pour un produit peut différer de celui de la société. Les dommages infligés à l'environnement par la production ou la consommation ne sont pas reflétés par les prix de marché. De plus, il est difficile de définir et mesurer les changements de qualité et de prix en pratique.

Du PIB au revenu disponible net

Il faut d'abord distinguer le produit brut et le produit net (ce dernier déduit la dépréciation des capitaux). Mais les mesures actuelles de dépréciation ne prennent pas en compte la dégradation des ressources naturelles et de l'environnement.

Ensuite, dans un monde de globalisation, il y a de grandes différences entre le revenu des citoyens d'un pays et les mesures de la production (PIB) dans le pays. La première notion est plus proche du bien-être des citoyens, car certains revenus sont envoyés à l'étranger et certains résidents reçoivent des revenus de l'étranger. Il serait préférable de mettre l'accent sur le revenu disponible net. Par exemple, en Irlande, il ne représente que 75 % du PIB.

Les services non marchands sont très mal mesurés

Les mesures des services fournis par l'État sont défaillantes, qu'il s'agisse de services collectifs (sécurité) ou de services publics rendus aux personnes (médicaux, éducatifs...). Les mesures actuelles en « volume » sont fondées sur les « inputs » utilisés pour produire ces services (surtout le travail) plutôt que sur les « outputs » ou résultats. Les gains de productivité du travail sont alors plus ou moins ignorés. Il est certes difficile de trouver une bonne mesure. Par exemple aux États-Unis, les dépenses de santé par habitant sont les plus élevées du monde mais avec de très mauvais résultats (faible espérance de vie, etc.). Qu'est ce que cela signifie ? Un système de santé plus cher ? Moins efficace ? Il est vrai que l'état de santé ne dépend pas seulement des dépenses effectuées dans le système de santé mais de beaucoup d'autres choses. De semblables questions se posent pour l'enseignement. Il faut donc avoir des informations plus précises sur les services individuels rendus par l'Etat.

[Commentaire : tout ce qui précède est juste, mais connu depuis trente ans sans que des mesures de correction aient été mises en œuvre]

Dépenses « défensives »

Les « dépenses défensives » sont une notion importante. Elles désignent des situations où le PIB augmente du fait d'activités qui consistent seulement à réparer des dégâts divers commis par d'autres activités qui, elles aussi, gonflent le PIB (exemple : dépolluer). Il y a alors croissance économique mais aucune progression du bien-être puisqu'on ne fait, dans le meilleur des cas, que revenir au point de départ. Il faudrait traiter les dépenses défensives comme des consommations intermédiaires et non des produits finaux ajoutés au PIB. Mais il est très difficile d'identifier les dépenses défensives. Il faudrait en développer des estimations expérimentales.

[Commentaire : il est important que cette notion commence à être reconnue officiellement. Mais on note la timidité de la recommandation]

La richesse est aussi dans les patrimoines ou stocks

Le meilleur indicateur de la santé d'une entreprise est son bilan (balance sheet) et la même chose vaut pour l'économie comme un tout. Pour cela nous devrions avoir un compte exhaustif de ses actifs : capital physique, humain, matériel et social, et de son passif.

Certains actifs ne sont pas reconnus comme tels dans les systèmes comptables. Le capital humain représenterait selon certains 80 % de toute la richesse. La difficulté réside dans la façon d'attribuer une valeur monétaire aux actifs non marchands. Et, même quand il y a des marchés et des prix, ils correspondent souvent à la petite fraction du stock qui fait réellement l'objet d'une transaction (exemple : ressources fossiles).

[Commentaire : oui, la richesse et le bien-être sont aussi fortement liés à des patrimoines de société très divers et à des « biens communs », et pas seulement à ceux que mentionne le rapport. Mais la vision économiste des évaluations principalement monétaires de ces patrimoines est-elle à la hauteur des enjeux, d'autant que le rapport fait plutôt état d'une certaine impuissance à répondre aux questions qu'il pose ? Nous y reviendrons]

Niveau de vie économique et inégalités

Il faudrait accorder plus d'importance au revenu médian qu'au revenu moyen, car les inégalités ont augmenté. Quand les riches deviennent de plus en plus riches, cela tire la moyenne vers le haut alors que la situation ne s'améliore pas pour la majorité, comme aux Etats-Unis depuis dix ans.

Par ailleurs, il n'existe pas un consommateur représentatif ou moyen. Il est indispensable d'avoir des indices des prix et de pouvoir d'achat pour la consommation des différents groupes de la société (âge/ revenu /rural-urbain).

[Commentaire : tout cela est juste et important, mais pas nouveau. Mais après tout, il peut être bon d'enfoncer le clou]

Aller vers l'intégration du travail domestique voire des loisirs ?

Il faut aussi des mesures plus larges de l'activité économique des ménages. Avant, les gens recevaient des services à l'intérieur de la famille qui sont aujourd'hui achetés sur le marché. Cela reflète un basculement du non marchand vers le marchand. Il faut utiliser les enquêtes de budget temps plus fréquentes et plus homogènes dans tous les pays pour voir comment les gens utilisent leur temps, et comment ils le répartissent entre travail et loisir.

On peut donc envisager des évaluations monétaires de la production des ménages dans les différents pays. Si l'on mesure la valeur de la production de services domestiques en multipliant le nombre d'heures par le salaire horaire moyen des personnels de maison, on obtient 35 % du PIB en France, 30 % aux Etats-Unis et en Finlande. La mesure du loisir en équivalent monétaire nécessite aussi des enquêtes de budget temps. Si on multiplie le temps de loisir moyen par la population active et le salaire moyen, on obtient pour les trois pays un doublement du revenu net disponible !

De telles mesures de « full income » (revenu global intégrant travail domestique et loisirs) sont encore une perspective incertaine à expérimenter. Mais les estimations montrent que les écarts de taux de croissance (ou de revenu réel) entre par exemple la France et les Etats-Unis sont bien plus faibles pour le « full income ».

[Commentaire : rien de très nouveau, sauf l'insistance du rapport à faire plus souvent des enquêtes de budget-temps améliorées, ce qui est essentiel. En France, les évaluations de Ann Chadeau et Annie Fouquet datent de... 1981 ! Par ailleurs, la valorisation monétaire du travail domestique pose un réel problème politique. D'une part, cela tend à mettre toutes les activités sur le même plan (activités domestiques de « care » et activités de production économique). Et, d'autre part, du fait de cette mise en équivalence, certains pourraient en déduire que, si ce que les femmes font à la maison est une richesse plus ou moins équivalente à celle qu'elles produisent comme salariées, elles n'ont qu'à rester chez elles. Il faudra donc manier cette proposition avec beaucoup de précautions. C'est encore plus vrai du temps de loisir, dont on voit mal en quoi et comment la valorisation monétaire fournirait un outil d'aide à l'action.

Ce chapitre reconnaît officiellement que l'ensemble des critiques faites au PIB depuis une vingtaine d'années étaient justifiées. On peut regretter que les porteurs de ces critiques aient eu tant de mal à se faire entendre, y compris des autorités économiques et statistiques. Un enseignement immédiat à tirer serait de prêter beaucoup plus d'attention aux propositions issues des courants hétérodoxes de l'économie, des autres disciplines, ou encore de la société civile, s'agissant des normes et conventions qui régissent notre vie sociale]

Mais sur le fond, qu'il s'agisse de la reconnaissance officielle apportée aux critiques du PIB, de la proposition de développer des indicateurs mettant mieux en évidence les inégalités de distribution ou de mettre en place des enquêtes budget-temps plus systématiques, le réseau FAIR ne peut qu'approuver des propositions dont ses membres se sont fait les soutiens depuis de longues années.

Chapitre 2. Les indicateurs de « qualité de vie »

Ce chapitre débute en identifiant trois approches conceptuelles pour traiter de la qualité de vie : 1) l'approche subjective du bien-être (les individus étant les meilleurs juges) par le biais d'enquêtes directes ; 2) l'approche par les capacités d'Amartya Sen (libertés de choix de vie souhaitée) ; 3) l'approche économique de la « juste allocation », où l'on évalue monétairement les dimensions non monétaires objectives de la qualité de vie, mais « en respectant les préférences des personnes », révélées par enquête ou observation de leurs choix effectifs.

Dans l'approche par les capacités, les états subjectifs ne sont pas tout ce qui compte : permettre aux gens de saisir des opportunités est important en soi, même si cela n'augmente pas le bien-être subjectif. La théorie des capacités et celle de la juste allocation reposent sur des attributs objectifs, mais différent dans la manière dont ceux-ci sont agrégés et pondérés. Le choix entre les différentes approches est une question normative.

[Commentaires : 1) le texte se réfère à des dimensions philosophiques et sociologiques qui ne peuvent pas être exclusivement prises en charge par des économistes. On nous propose seulement trois approches, pourquoi ? 2) On nous indique que le choix entre ces trois approches dépend de choix philosophiques normatifs : qui va les faire ? Il n'est jamais question ni de construire collectivement ce choix, ni d'un bien-être ou d'un bien commun qui pourrait être d'emblée collectif. Et par ailleurs ces trois approches sont clairement non compatibles, voire contradictoires]

Les dimensions de la qualité de vie

[D'une façon qui ne semble pas dictée par une théorie mais par la composition du groupe rédacteur] le texte retient les dimensions suivantes : la santé ; l'éducation ; les activités personnelles (dont le travail) ; la capacité d'expression politique ; les connexions sociales au sens de Robert Putnam, membre de la commission ; les conditions environnementales ; l'insécurité personnelle et l'insécurité économique.

Toutes ces dimensions sont importantes et déterminantes pour la qualité de vie. La question est de savoir comment elles sont liées les unes aux autres et se déterminent les unes les autres. Le gros problème est aussi celui de l'agrégation éventuelle. Tous les choix d'agrégation et de pondération sont soumis à controverse. Par ailleurs, ces mesures sont actuellement basées sur des moyennes nationales et ignorent la corrélation entre les différentes dimensions de la qualité de vie parmi les gens ou les groupes, donc le cumul des inégalités ou de la pauvreté en conditions de vie.

[Commentaire : il y a certaines bonnes analyses dans ce chapitre, mais on voit mal se dessiner des conclusions un peu fortes ou hiérarchisées dans cet ensemble, qui donne l'impression d'avoir été tiré dans des directions multiples du fait de la présence de « leaders » scientifiques

dont les approches sont manifestement non compatibles. L'absence de délibérations constructives impliquant d'autres disciplines et d'autres acteurs se fait ressentir. La dimension collective - et construite au terme d'une délibération collective - d'un ou de plusieurs biens communs fait défaut]

Chapitre 3 : les indicateurs de développement durable

Ce chapitre passe en revue les différentes tentatives existantes pour mesurer le développement durable. Il revient sur les travaux existants, pose des questions de fond, montre les limites des différents scénarios possibles.

Il existe, dit le texte, des tableaux de bord et des indicateurs de développement durable très nombreux. Par exemple les indicateurs de l'IFEN, d'Eurostat... Il existe aussi des indicateurs composites comme celui d'Osberg et Sharpe ou d'autres. Un des avantages de ces indicateurs est d'inviter à regarder les évolutions de leurs composants. Mais on retrouve toujours le problème de l'arbitraire du choix des composants et des pondérations. Toute procédure d'agrégation se heurte à des limites.

Il existe aussi des tentatives de construire des PIB ajustés ou « verts ». On doit aussi regarder les indices qui se concentrent sur la surconsommation ou le sous-investissement et qui permettent de mettre en évidence une pression excessive sur les ressources. L'épargne nette ajustée (ENA) de la banque mondiale est, disent les auteurs, l'un de ces indices. Elle est construite à partir du concept de comptes nationaux verts. Il s'agit de maintenir un stock constant ou croissant de « richesse élargie ». Dans l'ENA, on ajoute la variation du capital « produit » par les activités économiques, les dépenses d'éducation (censées approcher l'augmentation du capital humain), puis l'on déduit la consommation (pertes) de certaines ressources naturelles (fossiles) ainsi qu'une estimation des dommages liés aux émissions de gaz carbonique. Tout cela est évalué monétairement. On utilise à cet effet des prix souvent fictifs. On est censé suivre un sentier de développement durable tant que l'ENA est positive, puisque alors la richesse élargie progresse.

"L'empreinte écologique", quant à elle, est utile pour la communication. Elle nous parle de la façon dont nous faisons usage de certaines ressources naturelles renouvelables de la planète (mais pas de toutes ces ressources : par exemple, les ressources en eau n'en font pas partie, mais il existe par ailleurs un indicateur "empreinte eau".) Elle est selon les auteurs un bon indicateur au niveau mondial, pas à d'autres niveaux. Elle n'est pas intéressante pour analyser un pays ou une société, est-il dit. L'empreinte écologique permet de mesurer la non soutenabilité mondiale ou la contribution d'un pays à la non soutenabilité mondiale, mais pas le caractère soutenable du développement d'un pays.

Que veut-on mesurer, écrivent les auteurs ? Nous voulons mesurer le niveau de bien être et notre capacité à conserver ce niveau de bien être. Des tableaux extensifs du développement durable ne sont pas très utiles ; les indicateurs composites précédents non plus car ils ont un caractère arbitraire. Les mesures de niveaux de vie soutenables comme le PIB vert sont aussi insuffisantes. Ce que nous voulons c'est que les générations futures aient des niveaux de vie au moins égaux aux nôtres et cela dépend de notre capacité à leur transmettre des quantités suffisantes de patrimoines ou « capitaux » qui importent pour le bien être.

Une littérature récente (Arrow) montre comment on pourrait procéder en vue d'évaluations monétaires acceptables sur la base d'un indicateur d'ENA amélioré qui selon les auteurs permettrait d'envoyer les bons signaux. Les critiques faites à l'ENA sont que les pertes de ressources naturelles peuvent être compensées par des gains dans les autres formes de capitaux, ce qui n'est pas acceptable en cas de seuils critiques « vitaux ». Mais avec l'approche améliorée, on peut penser que si une ressource naturelle devient cruciale pour la survie de l'humanité sans pouvoir être remplacée par d'autres actifs, son prix tendra vers l'infini. Cette solution est pour l'instant essentiellement théorique. Il y a beaucoup d'obstacles qui s'opposent à sa mise en œuvre.

Il faudrait donc des scénarios avec des évaluations différentes des actifs critiques pour l'environnement. Le problème est que les prix (par exemple celui de la tonne de CO₂) reflètent des préférences idéologiques. Une des idées est de construire une version « de précaution » d'un indicateur de richesse élargie (ENA idéale) avec des prix reflétant les pires scénarios. L'autre possibilité est de traiter le changement climatique ou d'autres évolutions majeures de l'environnement d'une façon isolée en construisant des indicateurs physiques ad hoc comparant les stocks à des objectifs définis. Cela est cohérent avec la recommandation consistant à proposer de mélanger des indicateurs monétaires et des indicateurs physiques pour les questions environnementales.

[Commentaire : les questions irrésolues renvoyées à de futurs travaux abondent dans cette tentative de « sauver l'ENA ».]